

## UNE ÉTRANGE VICTOIRE

Gilles Finchelstein, Marcel Gauchet : un échange

Gilles Finchelstein, Marcel Gauchet

Gallimard | « Le Débat »

2017/4 n° 196 | pages 4 à 28

ISSN 0246-2346

ISBN 9782072735837

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2017-4-page-4.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Gilles Finchelstein, Marcel Gauchet « Une étrange victoire. Gilles Finchelstein, Marcel Gauchet : un échange », *Le Débat* 2017/4 (n° 196), p. 4-28.  
DOI 10.3917/deba.196.0004  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Une étrange victoire

*Gilles Finchelstein, Marcel Gauchet : un échange*

*Le Débat.* – Nous venons de vivre une année politique très riche en péripéties et en surprises de toute nature, une année à tous égards exceptionnelle. Comment caractériseriez-vous d'un mot l'ensemble de cet énorme tohu-bohu ?

*Gilles Finchelstein.* – Si le mot n'était pas préempté, je dirais que c'est une « révolution de velours » à laquelle nous avons assisté. Il faut prendre au sérieux Emmanuel Macron. Il a publié en novembre 2016 un essai dont le titre était *Révolution*<sup>1</sup> – titre que l'on pouvait trouver inattendu, voire incongru, compte tenu de ce que représente philosophiquement, intellectuellement, politiquement Emmanuel Macron. Et pourtant, c'est ce qui est arrivé. Il s'agit évidemment d'une révolution qui est non pas sociale, mais politique : un système politique s'est effacé et un autre système politique – ou, en tout cas, une autre classe politique – l'a purement et simplement remplacé. L'élection d'un Président de trente-neuf ans et 75 % des députés renouvelés d'une législature à une autre, c'est un phéno-

mène inédit sous la V<sup>e</sup> République mais sans doute également sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques. Je dis que c'est une révolution « de velours », parce qu'il s'agit d'une révolution pacifique, accomplie, mieux encore, sous les auspices de la « bienveillance », même si, comme toute révolution, elle n'est pas exempte de brutalité et d'injustices, de continuités, notamment sur le plan des politiques publiques, et de fragilités.

*Marcel Gauchet.* – Une révolution, soit, si l'on mesure l'ampleur des conséquences de l'élection d'Emmanuel Macron sur le système institutionnel français. En même temps, ce qui frappe dans cette élection, c'est qu'elle est un pur produit de ce même système institutionnel. Elle représente une revanche de la Constitution de la V<sup>e</sup> République sur le personnel politique qui était supposé la servir. Le fond du phénomène Macron, c'est la revanche de l'esprit de la V<sup>e</sup> République sur le système des partis. Il aura

1. Emmanuel Macron, *Révolution*, XO Éditions, 2016.

---

Gilles Finchelstein est directeur général de la fondation Jean-Jaurès. Il est l'auteur de *La Dictature de l'urgence* et de *Piège d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie* (Fayard, 2011 et 2016). Dans *Le Débat* : « Réflexions sur la crise du politique » (n° 184, mars-avril 2015).

Marcel Gauchet est le responsable de la rédaction du *Débat*. Il a récemment publié *Comprendre le malheur français* (Stock, 2016).

---

été la plus parfaite incarnation de l'esprit de la V<sup>e</sup> République : la rencontre d'un homme et d'un peuple, sans médiation. Et ce, sur la base d'un mouvement tout juste né et à peine constitué.

On avait l'impression jusqu'à maintenant que les institutions de la V<sup>e</sup> République, contre la volonté de leur fondateur, impliquaient l'installation de deux grands partis majoritaires à vocation de désigner et de porter les candidats plausibles à l'élection présidentielle. Le système des partis avait pris sa revanche sur l'esprit gaullien des institutions. Avec Macron, c'est l'esprit gaullien des institutions qui a submergé le système des partis. Il l'a, sinon détruit, du moins profondément ébranlé jusque dans ses bases, y compris sociologiques.

Ce phénomène se rattache à la vague générale qui traverse toutes les démocraties occidentales et qu'on identifie sous le terme flou, mais inévitable, de « populisme ». La réussite de Macron est celle d'un « populisme de velours », pour abonder dans le sens de Gilles Finchelstein. Un rassemblement populaire derrière un leader charismatique, au-delà des clivages établis, mais dans une perspective tout ce qu'il y a de démocratique.

*Le Débat.* – Commençons par la première séquence de cette longue campagne, qui commence avec le départ d'Emmanuel Macron du ministère de l'Économie, le 31 août 2016, et qui court jusqu'au renoncement de François Hollande, en décembre de la même année. Une deuxième séquence est occupée par les primaires de droite et de gauche. Et la troisième correspond à la campagne présidentielle proprement dite pour aboutir au triomphe de Macron, confirmé par les législatives qui se présentent comme un troisième tour de l'élection présidentielle. Si vous êtes d'accord avec ce découpage qui paraît s'imposer de lui-même, comment

voyez-vous ce premier moment préparatoire qui débouche sur le renoncement de Hollande à se représenter ?

*G. F.* – Je commencerai par souligner que ce renoncement est, en soi, inédit. Il est inédit en France. Il est inédit dans la plupart et peut-être même la quasi-totalité des grandes démocraties occidentales où, au moins depuis 1945, jamais un président de la République ou un Premier ministre au terme son premier mandat, et en capacité physique de se représenter, a choisi de ne pas le faire. C'est dire la singularité de la situation.

Pour la comprendre, il faut peut-être repartir de cette espèce de malentendu initial qui a marqué le début du quinquennat et que l'on peut résumer par la formule suivante : hyper-puissance politique, hypo-marges économiques. Je m'explique. Jamais, dans toute son histoire, la gauche n'est arrivée au pouvoir avec une telle puissance politique : non seulement la présidence de la République, le gouvernement et la majorité absolue à l'Assemblée, mais – ce qui n'était jamais arrivé – une majorité au Sénat et dans la quasi-totalité des pouvoirs locaux. Donc, d'un côté, une hyper-puissance politique. Mais, d'un autre côté, jamais la gauche n'est arrivée au pouvoir dans une situation économique aussi aiguë, avec notamment deux crises concomitantes à gérer alors même qu'elles tiraient en sens contraire : la crise des finances publiques et la crise de la compétitivité des entreprises. Au départ, l'opinion pouvait avoir le sentiment que tout était possible, prenant au pied de la lettre le slogan de la campagne « Le changement, c'est maintenant », alors qu'en réalité bien peu l'était.

*M. G.* – Il y a eu plus qu'un malentendu. Il y a eu méprise, de part et d'autre, entre les électeurs et le Président élu. François Hollande a été élu sur le rejet de Nicolas Sarkozy. Il a été désigné

Gilles Finchelstein,  
 Marcel Gauchet  
 Une étrange victoire

en fonction du refus d'un style politique, plus encore que d'un homme. C'est ce qui a fait le succès de sa promesse d'un « Président normal ». Sauf que le contenu qu'il a donné à cette « normalité » en a fait un autre problème, inverse, d'une certaine façon, de celui qu'a posé la présidence Sarkozy. Une majorité de Français a cru que Hollande avait compris ses attentes et sans doute Hollande l'a-t-il cru lui-même, mais, pour finir, il est passé à côté. L'hyper-présidence de Sarkozy péchait par excès, l'hypo-présidence de Hollande a péché par défaut. Ce qui a été repéré assez vite comme un « déficit d'incarnation ». L'expression n'est pas très juste, parce qu'il s'agit tout simplement de l'exercice d'une fonction, mais elle est parlante.

Ce qui est stupéfiant dans l'expérience Hollande, c'est qu'il n'a pas su, lui, un homme incomparablement averti des choses de la politique, donner consistance à ce rôle très particulier que représente un président de la République aux yeux des Français. Réussite ou échec de sa politique, c'est autre chose. L'essentiel, c'est que la situation créait une demande politique précise, à laquelle la formule du « Président normal » paraissait répondre, et qu'il a, en réalité, méconnue. Son échec majeur est là, quelle qu'ait été la difficulté de la situation économique à laquelle il était confronté. De ce point de vue, l'expérience Hollande est une expérience de laboratoire.

*Le Débat.* – Vous en êtes déjà au bilan de l'expérience Hollande mais, avant le renoncement, il y a eu le pari Macron marqué par son départ du ministère de l'Économie et des Finances. C'est la grosse prise de risques sur laquelle il faut quand même revenir, vu que ce pari a été gagné dans des conditions peu prévisibles au départ.

G. F. – Oui, peu prévisibles, ce qui me

permet de rebondir sur ce que disait Marcel Gauchet tout à l'heure à propos, je reprends sa formule, de « la revanche de l'esprit de la V<sup>e</sup> République » sur les institutions. C'est juste, mais il faut ajouter que cela s'est fait contre toutes les règles de la V<sup>e</sup>. On pensait que jamais les Français n'éliraient un président de la République de trente-neuf ans. Que jamais ils n'éliraient quelqu'un que cent pour cent d'entre eux ne connaissaient pas trois ans auparavant. Que jamais ils n'éliraient un candidat qui prétendait se situer au-delà de ce clivage gauche-droite que, malgré tout, les institutions de la V<sup>e</sup> République avaient installé. Que jamais un candidat sans parti ne pourrait l'emporter et, moins encore, disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Donc on retourne à l'esprit de la V<sup>e</sup> République contre toutes les règles de celle-ci ! Et, évidemment, le moment de la démission est le moment symbolique de cette prise de risques.

Je reviens sur un deuxième point qu'évoquait Marcel Gauchet, qui peut se formuler ainsi : François Hollande a échoué précisément dans le domaine où il pensait exceller, qui est la politique. Et si l'on essaie de revenir sur les causes de cet échec, il y en a une première, évoquée à l'instant, qui est le déficit d'incarnation symbolisé par cette formule du « Président normal ». François Hollande a été un président de la République qui accordait une place considérable à la dimension tactique et à la dimension technique de la politique, mais qui mettait à distance la dimension symbolique. D'où, je crois, le déficit d'incarnation. Mais, à lui seul, il ne permet pas d'expliquer l'empêchement de Hollande de se représenter. Trois autres grilles de lecture sont possibles et l'un des problèmes des socialistes est qu'ils se divisent sur l'interprétation de cette défaite historique.

La trahison : le procès, instruit notamment

par les frondeurs, que les politiques publiques qui ont été conduites, notamment la politique de l'offre, étaient en contradiction à la fois avec les valeurs de la gauche et avec le discours du Bourget.

Presque en miroir, la deuxième grille de lecture : les divisions. Le fait que très vite, dès la première année, une partie de la majorité parlementaire s'est systématiquement opposée au gouvernement en place – jusqu'à aller quasiment au dépôt d'une motion de censure, ce qui ne s'était évidemment jamais fait et jamais vu dans toute l'histoire de la gauche – a contribué à brouiller toute lisibilité de l'action gouvernementale.

Et puis, ce qui s'ajoute au procès de déficit d'incarnation : l'indécision. Ce sentiment qu'ont eu beaucoup de Français que les décisions intervenaient toujours trop peu, toujours trop tard et qu'on restait dans l'ambiguïté.

Ces quatre types d'explications – incarnation, trahison, divisions, indécision – débouchent sur une autre question qui ne porte pas sur le « pourquoi » mais sur le « quand ». À quel moment se noue réellement l'empêchement de François Hollande ? On peut dire que très vite, dès 2012, la probabilité de sa réélection est faible parce que le lien avec les Français se brise. Et, totalement à l'inverse, on peut dire que l'impossibilité de sa candidature ne se noue que très tard, en 2016, où François Hollande paraît comme un acteur désengagé à la fois des grandes décisions de politiques publiques – la déchéance, la loi travail – et des événements politiques de cette fin de quinquennat – le choix des primaires du Parti socialiste ou l'émancipation d'Emmanuel Macron.

*M. G.* – En effet, François Hollande est un Président qui a eu très tôt et presque tout au long de son quinquennat une cote de popularité très basse, avec quelques remontées liées aux attentats et à l'exercice du pouvoir régalié dans

lequel il s'est montré, de l'avis général des Français, tout à fait digne et efficace.

On peut prendre les choses un peu autrement. Au fond, le procès interne en illégitimité venant d'une partie de son propre parti l'a poursuivi presque depuis le départ et n'a cessé de s'amplifier. Le départ d'Emmanuel Macron, à la fin de l'été 2016, a été gros de signification, car, même si Emmanuel Macron n'était pas un poids lourd du gouvernement, il en était un élément très représentatif parce qu'il incarnait, au fond, ce que l'opinion tenait plus ou moins confusément pour le vrai programme de François Hollande. C'est d'ailleurs ce que les frondeurs n'arrêtaient pas de dire. Argument qui a été ensuite repris à droite pour expliquer que c'est Hollande qui avait créé Macron afin de réaliser ce qu'il n'avait pas pu obtenir lui-même. Macron est apparu du même coup dans la position de l'héritier putatif qui, au lieu d'attendre son tour, brise le pacte implicite et déclare qu'à ses yeux le Président n'a pas de vraie légitimité pour se représenter, puisqu'il est incapable de conduire la politique qu'il souhaite. Cet acte d'accusation qui ne disait pas son nom était d'autant plus redoutable qu'il venait de l'intérieur.

Il faut situer dans la même ligne la façon dont François Hollande s'est laissé imposer de se présenter à une primaire. Au départ, il faut s'en souvenir, c'est un quarteron d'agitateurs médiatiques, les Cohn-Bendit, Piketty et consorts qui ont lancé le mouvement, dans des termes qui ne laissaient pas de doute sur le but réel de l'opération : substituer un autre candidat de la gauche au Président sortant. François Hollande a achevé de perdre ce qui lui restait d'autorité en n'excluant pas tout de suite de se présenter à une primaire, ce qui était parfaitement plaidable au nom de l'idée qu'un Président élu représente autre chose que le candidat d'une famille politique. À partir

Gilles Finchelstein,  
Marcel Gauchet  
Une étrange victoire

du moment où il acceptait le principe de la primaire, il entérinait le doute sur le bien-fondé de sa candidature à sa propre succession et il se résignait à se faire hara-kiri. Et, finalement, c'est un événement non politique qui a précipité sa décision : la parution de ce livre de conversation avec deux journalistes du *Monde* intitulé prophétiquement « *Un Président ne devrait pas dire ça* », dont l'impact mériterait une analyse approfondie. Il a produit un effet d'image ravageur dont le trait le plus crucial est sans doute une sorte d'extériorité à sa propre action conduisant à préférer l'analyse par rapport à la décision et expliquant l'absence d'autorité. Ce dévoilement irresponsable a achevé d'accréditer le sentiment d'une incompatibilité psychologique de l'homme avec la fonction.

Et voilà comment cet homme qui avait placé sa carrière depuis le départ sous le signe de l'habileté tactique – habileté avec laquelle il avait cru, à tort, pouvoir s'accommoder des divisions de sa majorité – s'est retrouvé radicalement mis en question sur le terrain politique. Il y a quelque chose d'exemplaire dans ce destin. Le bilan économique et social de François Hollande, dans le contexte difficile que rappelait Gilles Finchelstein, n'est pas du tout déshonorant. Ce sont les exigences du politique qui ont tué l'art de la politique dont il était l'un des praticiens les plus avertis. Car sa fonction lui demandait de faire vivre autre chose, dont le sens lui a échappé. La démonstration restera dans les annales.

G. F. – Je prolonge ce que dit Marcel Gauchet sur le bilan. Dans son histoire, la gauche en a très souvent dit plus qu'elle n'en a fait. Peut-être, pour la première fois, est-ce l'inverse : elle en a fait davantage qu'elle ne l'a dit, ce qui est quand même assez singulier ! Domaine par domaine, le bilan a ses ombres mais aussi ses lumières, et il peut être défendu. Mais peut-être

le point le plus important est-il ailleurs. Marcel Gauchet a évoqué l'habileté tactique de François Hollande et là se trouve le cœur du problème. Fondamentalement, il a fait le choix de rester manœuvrant plutôt que d'être cohérent. Et je pense que c'est la cause la plus profonde de la situation dans laquelle il s'est trouvé parce qu'il y a eu un problème de cohérence entre ce qu'étaient son discours, sa pratique et sa stratégie. Le discours était social-démocrate à bas bruit, avec une réticence à théoriser pour ne pas s'enfermer. La pratique était sociale-libérale, marquée notamment par le Pacte de responsabilité et la loi Travail. La stratégie était plus classiquement socialiste : il n'a pas ouvert quand il le pouvait, ni tout de suite après son élection, avec François Bayrou, ni après le premier attentat, avec la droite ; il n'a pas tranché quand il le devait, que ce soit par rapport aux minoritaires du Parti socialiste ou par rapport à sa majorité. Ce faisant, il croyait rester mobile sans mesurer que son espace se rétrécissait au fur à mesure jusqu'à ce qu'il soit totalement coincé et qu'il n'ait plus d'autre solution que de renoncer.

M. G. – Un dernier mot sur cette séquence hors norme. Je crois qu'on a sous-estimé l'impact symbolique du renoncement de François Hollande. Cet événement à la fois prévisible, au regard de l'évolution qu'il a conclue, et anormal, au regard des repères politiques consacrés, a placé d'emblée la campagne sous le signe de l'inédit. Pareil aveu d'impuissance était sidérant pour les citoyens, à l'aune de l'image enracinée des pouvoirs d'un président de la République. C'était une sorte de mise à nu qui appelait une réponse sortant de l'ordinaire. On ne pouvait pas, après un Président qui renonce à se représenter dans ces conditions, avoir une élection de routine. Il fallait autre chose. Ce renoncement a créé un trouble dans la représen-

tation de la fonction qui poussait à sortir des sentiers battus.

*Le Débat.* – Nous avons terminé donc, avec la première séquence...

*G. F.* – Oui, à ceci près que nous nous sommes beaucoup concentrés, c'était le sujet, sur François Hollande, mais il faut dire un mot au-delà, sur le fond de décor de la fin du quinquennat qui va imprégner toute la campagne présidentielle. Il y a ce que l'on a évoqué, c'est-à-dire cette forme d'autodestruction de la gauche, mais je pense que l'on ne comprend pas le reste si l'on ne dit pas que la crise de la gauche a masqué pendant tout le quinquennat la crise de la droite. Pour la première fois, en effet, l'opposition n'était pas plus désirée par l'opinion que la majorité, alors même que cette majorité était excessivement impopulaire. C'est, à mon avis, le deuxième élément qu'il faut ajouter. Enfin, on a une crise du politique à la fin du quinquennat qui s'est encore approfondie. Quand 90 % des Français estiment que « les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme moi », ou disent à 80 % : « Quand je pense à la politique j'éprouve de l'ennui, de la méfiance ou du dégoût », on a une crise qui débouche sur une volonté de rupture inédite. À chaque campagne présidentielle, on pose la question : « Faut-il des "réformes graduelles" ou faut-il une rupture ? » Depuis vingt ans, on a entre quinze et vingt points d'avance pour la réponse « des réformes graduelles ». À l'orée de cette campagne présidentielle, pour la première fois, c'est la rupture qui prime. Voilà le fond de décor qui sert de matrice explicative à cette succession d'événements inédits auxquels on a assisté.

*Le Débat.* – Si vous le voulez bien, nous allons entrer dans le plus vif encore du sujet avec cette double série de primaires, celle de droite,

d'abord, et celle de gauche, qui ont toutes les deux réservé d'énormes surprises et qui nous obligent à revenir à la fois sur le phénomène même des primaires et sur leurs résultats.

*G. F.* – Quand on se place aujourd'hui à la fin de cette séquence, la cause semble entendue et le jugement prononcé irrémédiablement : au mieux, les primaires ont contribué à l'échec des candidats ; au pis, cette expérience marque la fin des primaires. Je pense que le jugement repose sur un syllogisme paresseux : « Les deux partis ont organisé des primaires, leurs candidats ont été éliminés, c'est la faute des primaires. » Il faut en faire un examen sérieux. D'un côté, ces primaires ont formidablement marché ! Elles ont rempli exactement ce pour quoi elles étaient faites. Elles ont donné de la légitimité. Une participation massive des citoyens, plus de sept millions au total, si l'on prend les quatre tours de scrutin. Des résultats suffisamment nets pour qu'il n'y ait pas de contestation. Elles ont fait la preuve d'une certaine efficacité. Pendant, elles ont saturé l'agenda médiatique : on ne parlait plus que des partis qui les organisaient. Après, elles ont provoqué, ne l'oublions pas, une envolée sondagière. François Fillon est monté jusqu'à 30 % dans les intentions de vote au lendemain de la primaire de la droite. Et Benoît Hamon, qui partait de nulle part, est sorti à près de 18 % des primaires de la Belle Alliance populaire. Donc, en apparence tout du moins, les primaires ont rempli leur office. Le problème c'est que, d'un autre côté, la logique qui a dominé ces primaires a contribué à l'échec des candidats. Qu'est-ce que cela signifie ? La logique qui a dominé la primaire de 2011 était une logique électorale. Il s'agissait pour la gauche de choisir le candidat dont elle pensait qu'il avait le plus de chances de battre Nicolas Sarkozy ; c'est pour cela que François Hollande, qui incarnait plutôt l'aile

Gilles Finchelstein,  
Marcel Gauchet  
Une étrange victoire

droite du Parti socialiste, a été désigné. Or, les deux primaires de 2016 et de 2017 ont substitué à cette logique électorale une logique identitaire. Il s'est agi pour chaque camp de choisir le candidat dont les électeurs de la primaire – corps électoral très singulier – considéraient qu'il allait porter le mieux leurs valeurs. C'est comme cela que François Fillon, d'un côté, et que Benoît Hamon, de l'autre, l'ont emporté.

Et pourquoi est-on passé de la logique électorale à la logique identitaire ? Pour une raison extrêmement simple : parce que la droite était sûre de gagner et que la gauche était sûre de perdre. Dès lors, il n'y avait aucune raison à ce que la logique électorale domine. On ne comprend pas la victoire d'Emmanuel Macron si l'on ne part pas de l'effet de ces primaires, c'est-à-dire de la polarisation sans précédent des deux candidats des partis de gouvernement. Quand on interrogeait les Français sur la manière dont ils positionnaient les candidats sur une échelle gauche-droite de 0 à 10, ils mettaient Jean-Luc Mélenchon très à gauche – à 1,6 – et Marine Le Pen très à droite – à 9,1. Classique. Ils plaçaient Emmanuel Macron à 5,2. Logique. En revanche, ce qui est singulier, c'est que François Fillon était à 8,3 et que Benoît Hamon était à 2,6. Par conséquent, un immense espace central a été déserté par les deux partis de gouvernement sous l'effet de ces primaires et du fait de cette logique identitaire qui a dominé la logique électorale.

*M. G.* – L'analyse me semble très juste, à la nuance près que cette polarisation dans les deux camps me paraît avoir des racines plus profondes que l'incitation des circonstances – réussite certaine, d'un côté, échec assuré, de l'autre. Je prendrai les choses sous un autre angle, en remontant à la source du recours aux primaires. Pourquoi s'y est-on résolu, ou résigné, dans les deux camps ? En fonction d'une crise de *leadership*

très profonde. Aucun candidat évident à droite et à gauche et des figures de proue très contestées. C'était le cas de Nicolas Sarkozy, qui apparaissait au départ comme la figure naturelle, en quelque sorte, d'une revanche de la droite, mais qui suscitait beaucoup de scepticisme dans son propre camp. À gauche, à partir du moment où François Hollande s'effaçait, Manuel Valls se présentait comme le candidat investi de l'autorité naturelle que confère la position de Premier ministre. Mais un candidat très loin de faire l'unanimité et sur lequel même se cristallisait une animosité virulente.

Le bon sens démocratique veut, quand il y a un problème de *leadership*, qu'on procède démocratiquement en remettant le choix au peuple, au lieu des manœuvres internes des partis, surtout lorsque ceux-ci sont très peu légitimes. Les primaires sont inévitables parce que les partis politiques n'ont plus aucun crédit aux yeux des citoyens. Cette dégradation de l'image des partis correspond aussi à une mutation sociologique qui les a vidés de leurs militants et réduits à des machines électorales. Ils n'ont plus, du coup, l'autorité suffisante pour désigner des candidats à une élection majeure. On aurait pu croire, dans ces conditions, qu'une large participation aux primaires permettrait de remédier à ce défaut de crédibilité en désignant dans chaque camp un candidat incontestable. Mais, en réalité, la crise idéologique est tellement profonde dans chacun des camps que les résultats n'ont pas réussi à résorber la profondeur des clivages internes. François Fillon l'a emporté, mais il a été manifeste tout de suite que pour les représentants de la droite libérale modérée qu'incarnait Alain Juppé, la pilule était presque insupportable à avaler. À gauche, le mécanisme a été un peu différent. Le départ avant le coup de feu du starter d'Emmanuel Macron avait emmené une

partie de l'électorat modéré hors du mécanisme des primaires, d'où la faible participation de l'électorat naturel du Parti socialiste. Mais le résultat a été semblable à ce qui s'est passé à droite. La désignation de Benoît Hamon était inassimilable déjà pour bon nombre de responsables de son parti, et ne parlons pas des électeurs. Mais Manuel Valls aurait-il été désigné qu'il n'aurait pas paru davantage légitime à une autre partie de la gauche.

Bref, les primaires n'ont fait qu'aviver les divisions internes des deux camps au lieu de leur offrir une issue. Je rejoins ici l'analyse de Gilles Finchelstein. Tout s'est passé comme si l'enjeu n'était pas de désigner le candidat le mieux placé pour gagner, auquel cas Alain Juppé et Manuel Valls auraient été évidemment désignés, mais le candidat le plus authentiquement porteur d'une rupture de droite, et le candidat de la « vraie gauche » contre la « fausse gauche ».

Le mystère est que l'électorat soit entré dans cette logique à un point tel que la considération de la plausibilité majoritaire de la candidature des deux candidats ne paraît pas avoir effleuré leurs électeurs. Qui pouvait raisonnablement penser que Benoît Hamon avait vocation à rassembler une majorité de Français? Quant à François Fillon, à peine était-il désigné qu'est apparue la grande difficulté qu'il aurait à construire une majorité sur la base programmatique qu'il avait développée. Les primaires ont fonctionné moins comme des solutions à la crise politique des deux grands partis de gouvernement que comme des révélateurs de cette crise.

*G. F.* – C'est exactement le mot : les primaires ont été des révélateurs. Des révélateurs de la crise des partis et de leur absence de légitimité à trancher une querelle de *leadership*. Des révélateurs de leur absence de cohésion parce qu'elles témoignaient de ce que la profondeur

des divergences ne pouvait pas être réglée par un vote, alors même que la participation était massive et que le résultat était net. Mais elles ont été aussi un révélateur du trouble des électeurs. Il y a eu autant d'électeurs socialistes à se déplacer à la primaire de la gauche qu'à la primaire de la droite. Et, élément commun à la primaire de la droite et à la primaire de la gauche, la moitié des électeurs qui sont allés voter disaient s'être décidés dans la dernière semaine du scrutin. La question qui se pose est de savoir si le problème vient des primaires en général ou de ces primaires en particulier. De la réponse à cette question dépend, au moins en partie, l'avenir de cette procédure.

*Le Débat.* – Pardon de vous interrompre. Vous avez rendu assez symétriques à la fois l'ambition et l'échec de ces deux primaires de droite comme de gauche. Mais elles ont été profondément dissymétriques et c'est pour cette raison qu'elles ont été investies passionnellement. Les primaires de droite ont été considérées comme des primaires présidentielles. C'est ce qui a contribué à investir d'une passion électorale énorme les primaires de droite. Et vu le résultat des primaires de droite, les primaires de gauche ont été très différentes de ce qu'elles auraient pu être normalement. Ne faut-il pas tenir compte de cette dissymétrie?

*G. F.* – Oui, le fait que la droite était sûre de gagner et la gauche était sûre de perdre a profondément coloré l'ambiance de chacune des deux primaires. L'idée que l'élection présidentielle de 2017 était terminée en 2016 était très largement dominante, à tel point que, au lendemain de la primaire de la droite, on pouvait avoir le sentiment que le président de la République venait d'être désigné. Aussi Benoît Hamon était-il désigné autant comme un candidat possible de l'avenir du Parti socialiste que comme un

Gilles Finchelstein,  
Marcel Gauchet  
Une étrange victoire

candidat plausible pour battre le candidat de la droite.

*Le Débat.* – Donc la dissymétrie très profonde de ces deux primaires est quand même à enregistrer pour l’avenir. C’est dire qu’on ne peut pas juger de leur avenir institutionnel d’après celles-ci, qui ont été très exceptionnelles aussi en fonction de Marine Le Pen.

*M. G.* – Je voudrais juste ajouter un élément troublant. On avait l’impression que ces primaires allaient écraser le reste du processus électoral à cause de leur retentissement médiatique et de leur capacité de mobilisation qui a été étonnante, en particulier à droite. Or, au final, les candidats qui ont le mieux réussi dans cette séquence électorale sont ceux qui se sont exemptés du mécanisme des primaires.

On comprend sans peine que Marine Le Pen ait été peu affectée par cette omniprésence du débat des primaires entre partis de gouvernement. Mais cela a été vrai aussi pour Emmanuel Macron, qui a continué à faire son chemin sous cette espèce de chape de plomb médiatique. Et cela a été vrai, enfin et surtout, pour Jean-Luc Mélenchon, qui a parfaitement su mener sa barque, contre toute apparence, dans ce paysage où il ne figurait pas. Il y a là un fait qui oblige à s’interroger sur les incidences réelles de ce mécanisme des primaires. On peut se demander si l’image de la politique qu’il a renvoyée n’a pas joué comme un repoussoir auprès d’une partie de l’électorat.

*G. F.* – Je suis d’accord, la question qui se pose est de savoir quelle est la cause. Parce qu’il y a deux grilles de lecture qui s’opposent. Il y a une grille de lecture structurelle, c’est celle d’Emmanuel Macron lorsqu’il dit : « Ce sont des concours de vachettes, il est rare que la vachette qui gagne le concours le samedi après-midi triomphe ensuite à la corrida. » Par nature,

la primaire déboucherait donc sur un échec. Et puis, il y a une autre explication, l’explication conjoncturelle, qui est que la crise des deux partis et les divisions de chacun font que la dynamique propulsive qu’ils pouvaient espérer n’a pas eu lieu parce que le candidat choisi n’était pas le bon. Selon l’explication que l’on privilégie, structurelle ou conjoncturelle, ce n’est pas le même avenir pour les primaires.

Il faut ajouter qu’il y a eu, à gauche notamment, une sorte de fétichisme des primaires. La procédure devenait un objectif en soi qui écrasait tout le reste, alors que les primaires ne sont qu’une des modalités possibles de la sélection des candidats. C’est ainsi que le Parti socialiste a inscrit dans ses statuts la tenue des primaires, y compris avec le président de la République sortant ; ce n’était pas seulement l’initiative des intellectuels !

*M. G.* – J’avancerai un autre facteur explicatif dont je ne sais pas mesurer l’importance mais qui me paraît avoir joué un rôle. Le mécanisme des primaires a eu pour effet d’instituer les médias en arbitres sous la forme d’une sorte de tribunal médiatique faisant comparaître des prévenus devant l’opinion, avec injonction de répondre à tour de rôle à la question : « Qu’avez-vous à dire sur tel ou tel sujet ? » Ce saucissonnage transformait les primaires en une espèce d’examen d’entrée en classe préparatoire à la présidence de la République, qui empêchait les candidats de développer véritablement la logique de leurs projets. Alors que les outsiders, les candidats qui étaient en dehors de cette logique, ont bénéficié d’une liberté beaucoup plus grande dans leur discours et leur manière de s’adresser au public des citoyens.

*G. F.* – Je crois que l’effet a été plus profond que ça. L’effet non pas des médias mais des débats des primaires. Et ce n’est pas la singula-

rité de la campagne des primaires, c'est la singularité de la campagne présidentielle elle-même : jamais le poids des débats télévisés n'a été aussi important. Ç'a été vrai pour les deux primaires. Ç'a été vrai pour le premier tour de la campagne. Ç'a été vrai aussi pour le second tour de la campagne. Chaque fois, le moment décisif ou le moment clé de la campagne a été le débat télévisé qui était, vous avez raison, extraordinairement formaté, notamment en raison de la multiplicité des candidatures qui imposait effectivement un défilé d'opinions et en faisait un spectacle.

*M. G.* – Un spectacle frustrant du point de vue de la formulation d'un projet politique. Sa décomposition en articles de catalogue lui a fait perdre son âme.

*Le Débat.* – Venons-en, maintenant, à la longue campagne des élections elles-mêmes, de février 2017 à mai 2017, avec chaque fois des inattendus du premier tour, du deuxième tour, et l'on peut dire de ce troisième tour qu'ont été les législatives. Mais commençons par la campagne électorale proprement dite, ses enjeux et la disposition très curieuse de ce premier tour et de ses résultats.

*G. F.* – Une remarque, pour commencer, sur l'objet même de cette campagne. L'idée qui s'est imposée maintenant est qu'il n'y a pas eu de campagne ou que cette campagne n'a pas eu d'objet. Je pense que ce sont des idées fausses. Il y a eu une campagne, au sens où les Français se sont forgé une opinion très précise sur les personnalités et, mieux encore, sur les orientations. C'est-à-dire qu'au terme de cette campagne ils étaient tout à fait capables de dire qui était plus européen, moins européen, plus libéral, plus social, plus utopiste, plus réaliste, etc. Donc, de ce point de vue-là, la campagne a eu lieu. En revanche, sa singularité est que, pour la première

fois, aucune question de politique publique ne l'a structurée. Il y avait, quand on regarde les campagnes précédentes, et pour utiliser une image de patinage artistique, deux types de campagne. Vous aviez des campagnes avec des « figures imposées », c'est-à-dire que l'opinion fixait le terrain d'affrontement par une priorité qui dépassait toutes les autres. C'était souvent les questions économiques et sociales et, notamment, le chômage. Ç'a été vrai dans la campagne de 1995, ç'a été vrai dans la campagne de 2012. C'était parfois la sécurité avec la campagne de 2002. Et puis vous aviez, plus rarement, des campagnes de « figures libres ». C'est-à-dire que les candidats eux-mêmes pouvaient essayer d'amener la campagne sur leur propre territoire, par exemple la campagne de 2007 entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal.

Dans le cas présent, on a certes parlé un peu, à un moment, des questions d'assurance maladie après la désignation de François Fillon – ce qui n'a pas été sans effet sur la chute qu'il a enregistrée avant les affaires. On a, certes encore, parlé, ici et là, de la question de l'euro. Mais aucune question de politique publique n'a réellement structuré cette campagne. Pourtant, je défends l'idée que cette campagne a eu un objet central : non pas les politiques publiques, mais la politique elle-même. Cela renvoie à ce que l'on évoquait au début de notre échange sur le fond de décor : ce sentiment très puissant des Français de rejet du système politique. On a donc eu une campagne étrange, intéressant les Français autant que les campagnes précédentes mais sur laquelle ils portaient un jugement extrêmement sévère. Ils la regardaient comme une série télévisée – il faut dire que le scénariste ne manquait pas d'imagination ! – mais pas comme une campagne électorale avec un affrontement de projets.

L'objet était donc la politique ou, plutôt, la

Gilles Finchelstein,  
 Marcel Gauchet  
 Une étrange victoire

rupture avec « le système », selon la formule qui a fait florès. De ce point de vue-là, Emmanuel Macron était le plus radical en portant concomitamment deux idées : le renouvellement, qu'il incarnait, et le rassemblement, qu'il défendait – ce vieux mythe français du « gouvernement des meilleurs » capables de transcender le clivage gauche-droite. Il était ainsi porteur d'une rupture politique majeure au moment précis où les Français voulaient une rupture et où le sujet était la politique.

*M. G.* – Deux autres données sont à prendre en compte pour saisir le déroulement de cette campagne.

Pour commencer, n'oublions pas l'élément dramatique particulier qu'incarnait la présence de Marine Le Pen. Nous n'étions plus dans le scénario de la surprise de 2002 : pour la première fois la candidate d'extrême droite était quasiment assurée d'être au second tour. Cela a joué un rôle structurant dans la campagne. C'était la donnée de base par rapport à laquelle tout le monde se situait implicitement, les Français comme les candidats et les médias qui rendaient compte de la campagne. Celle-ci s'est déroulée de bout en bout sous cette ombre portée, avec de multiples conséquences.

Par ailleurs, cette élection s'est inscrite dans la ligne d'une série d'élections identiques dans leur esprit où elles se sont jouées en grande partie sur la rupture par rapport au style du quinquennat précédent. Ce n'est pas tant le contenu programmatique qui était en cause que la manière de gouverner, ou la façon de conduire l'action politique. Cela commence avec la présidentielle de 2007 où Sarkozy l'emporte sur la promesse d'en finir avec l'impotence chiraquienne. C'est encore vrai en 2012 quand François Hollande gagne sur la critique du style gouvernemental de Sarkozy. En 2017, le choix

est aggravé par le fait que le Président sortant n'est même pas capable de se représenter. La question qui passe au premier plan est celle de la personne de pouvoir et de ce qu'on peut deviner de sa manière d'agir. Enjeu couplé avec celui de savoir quel est le candidat le plus capable de battre Marine Le Pen. Tout cela, dans un contexte de relativisation du clivage gauche-droite que le quinquennat n'a pas peu contribué à renforcer. Les partages traditionnels comptaient peu, les programmes encore moins, le sujet de l'élection était la désignation d'un gouvernant capable de prendre efficacement en charge les affaires du pays. C'est une façon d'exercer la fonction présidentielle qui se cherchait. Emmanuel Macron a été le grand bénéficiaire de cette demande de rupture-là.

*G. F.* – Deux rebonds. Le premier sur le système institutionnel. Vous avez raison de dire que ce qui a coloré toute la campagne présidentielle était la certitude de la qualification de Marine Le Pen pour le second tour. Avec ce paradoxe qu'on a eu en apparence une élection à huit tours – en comptant les deux tours des deux primaires, les deux tours de la présidentielle et les deux tours des législatives – mais, en réalité, une élection à un tour : le premier tour de l'élection présidentielle, dont tous les électeurs avaient compris qu'il était le tour déterminant. C'est ainsi que l'on peut comprendre ce qu'il s'est passé sur la participation. On constate en effet, pendant toute la campagne, une estimation de la participation, de dix points, voire de quinze points, au-dessus de ce qu'elle est traditionnellement dans une élection présidentielle. Si l'on n'a pas connu une crise de la participation – elle a été basse mais dans la norme –, c'est que l'on a eu une participation de crise. C'est-à-dire qu'au moment où les Français, à une semaine du scrutin, ont compris que les quatre

candidats principaux pouvaient réellement se qualifier pour le second tour, à ce moment-là, dans la dernière ligne droite, il y a eu un sursaut de la participation. Donc, sur le système institutionnel, nous avons assisté à une prédominance plus écrasante que jamais de l'élection présidentielle et même de son premier tour.

Et puis, deuxième remarque, sur la thématique de la campagne : la question de la rupture a été centrale pour tous les candidats. Du fait du renoncement de François Hollande et de la désignation de Benoît Hamon, personne ne défendait, en réalité, le bilan de ce quinquennat qui a été comme effacé pendant toute la campagne présidentielle. Et l'on mesure mieux l'exploit d'Emmanuel Macron parce que, depuis 1981, le pouvoir en place, à l'occasion de la présidentielle ou des législatives, perdait les élections. On était passé d'un pays qui n'avait connu aucune alternance pendant vingt-trois ans – de 1958 à 1981 – à un pays qui en a connu une systématiquement depuis lors. Il n'y avait qu'une exception, évoquée par Marcel Gauchet, Nicolas Sarkozy, qui avait réussi à apparaître comme la rupture avec son propre camp. D'une certaine manière, Emmanuel Macron a fait exactement la même chose, il a réussi à être l'alternance à l'intérieur de son propre camp en s'en décalant et en opérant la rupture avec François Hollande dont il avait été à la fois le collaborateur et le ministre.

*M. G.* – Chacun savait que le premier tour serait déterminant, puis que le candidat qualifié contre Marine Le Pen était presque assuré de remporter l'élection présidentielle.

*Le Débat.* – Ce qui a séparé complètement le premier tour du second, c'est que sur le second, il n'y avait pas beaucoup d'incertitude mais, sur le premier, il y en avait beaucoup puisque les sondages ont progressivement donné tous les candidats dans un mouchoir de poche. Il y a eu

le fantasme d'un second tour Mélenchon-Le Pen qui a joué énormément en faveur de Macron et ramené pas mal de voix au centre. Ne pensez-vous pas que c'est un élément qui a changé la nature du premier tour ?

*G. F.* – Oui, c'est l'esprit de la V<sup>e</sup> retrouvé, dont parlait Marcel Gauchet tout à l'heure. Tout découle du premier tour de l'élection présidentielle, notamment le second tour. Et tout découle de l'élection présidentielle, notamment les élections législatives. Mais, si l'on dit que le premier tour a été déterminant, il faut alors toujours garder en tête le visage de la France qui a été dessiné à l'issue de ce premier tour et qui montre une France profondément divisée. Elle n'est pas divisée en deux comme des cartes ont pu le laisser apparaître en privilégiant de manière trop schématique le candidat arrivé en tête au premier tour. Elle est divisée en quatre et peut-être même en cinq si l'on inclut la France de l'abstention qui, malgré tout, a été importante. C'est la France pentagonale ! Et elle est divisée d'autant plus profondément qu'il est quasiment impossible – signe de la déstructuration des clivages politiques – d'apparier entre eux les différents candidats. C'est donc vraiment cinq France quasiment irréductibles les unes aux autres qui se sont révélées à l'occasion de ce premier tour.

Deuxième remarque : ce premier tour nous dit aussi des choses sur les comportements électoraux et sur les clivages. Trois grands types de déterminants, parfois très classiques, parfois très nouveaux, ont pu être en effet mis au jour. Il y a un déterminant idéologique, et là on est dans du très classique, mais qui continue à fonctionner : « Je suis de gauche, je suis de droite. » La manière dont les Français se positionnent eux-mêmes sur cette échelle politique et dont ils positionnent les candidats détermine encore très largement leur vote. C'est vrai pour tous les candidats et, plus

Gilles Finchelstein,  
Marcel Gauchet  
Une étrange victoire

particulièrement encore, pour Jean-Luc Mélenchon. Il y a un deuxième déterminant, non plus idéologique mais sociodémographique : « Je suis riche, je suis pauvre ; je suis jeune, je suis vieux. » Lui aussi a beaucoup joué, notamment pour François Fillon dont l'électorat, au bout du bout, n'est plus qu'un électorat de seniors avec un nombre d'électeurs marginaux, aux alentours de dix pour cent, en-dessous de soixante ans. Et puis il y a un troisième déterminant, et c'est ça l'élément nouveau mis en lumière par les études du CEPREMAP et du CEVIPOF, qui est un déterminant psychologique : « Je suis heureux, je suis malheureux. » Pour Emmanuel Macron, notamment, c'était un des déterminants les plus importants et la vraie singularité de l'électorat d'Emmanuel Macron est qu'il était plus ouvert, plus aisé, plus diplômé, mais surtout plus heureux que les autres.

*M. G.* – Parmi les divisions structurantes de cette France traversée par de multiples fractures, il en est une sur laquelle il faut revenir, parce qu'elle pourrait bien rester le legs durable de cette élection : la division « ouvert-fermé » des politologues. Ces catégories saisissent indiscutablement une réalité, mais elles gagnent à être précisées. Ce qu'il y a de juste dans l'opposition « ouvert-fermé », c'est que le rapport au monde extérieur est devenu une dimension déterminante des attitudes politiques. Mais il n'y a pas que la position de principe à faire entrer en ligne de compte, il y a le jugement sur les perspectives du pays en fonction du monde extérieur. La question ne se réduit pas à : pour ou contre l'Europe, elle s'articule avec la question : que peut devenir la France en Europe ? Elle n'est pas davantage : pour ou contre l'ouverture à l'immigration. Elle est : quel avenir pour le pays avec une part croissante de populations immigrées ?

De ce point de vue, il y a un clivage qui

recoupe d'ailleurs en bonne partie le clivage « heureux-malheureux », c'est le clivage « optimiste-pessimiste » – « optimiste-pessimiste » sur le point précis des perspectives du pays à l'égard de l'ensemble de ses rapports au monde extérieur. L'électorat de Mélenchon n'est pas spécialement sensible à une menace migratoire qui est décisive pour l'électorat de Marine Le Pen, mais, en revanche, sur la place de la France en Europe, sur la place de la France dans la mondialisation, il fait preuve d'un pessimisme du même ordre qui peut, du reste, expliquer des transferts circonstanciels.

*G. F.* – Quand je disais impossibilité d'apparier les électorats, c'est exactement cela. Si l'on part non pas de Jean-Luc Mélenchon mais d'Emmanuel Macron, on peut essayer de l'apparier à François Fillon, ce serait deux formes de libéralisme. On peut essayer de l'apparier à Marine Le Pen, ce serait deux formes de populisme, contre le système et contre le clivage gauche-droite. On peut essayer de l'apparier à Jean-Luc Mélenchon, ce serait deux visions de la gauche ou du progressisme. En réalité, on voit qu'aucun de ces appariements ne fonctionne réellement et c'est exactement la même chose avec les autres candidats.

Je ne sais pas si le rapport au monde extérieur a été un non-dit. Certes, le programme, au sens des propositions détaillées, a été peu présent et peu mémorisé par les Français. En revanche, les orientations – ce que je disais tout à l'heure – l'ont été et, notamment, dans le rapport au monde extérieur. C'est précisément là où il peut y avoir un risque sur l'interprétation des résultats. Emmanuel Macron, c'était un pari, là aussi un pari fou, a fait une campagne dans laquelle il a assumé une tonalité optimiste dans un pays qui ne l'est pas, une tonalité libérale dans un pays qui ne l'est pas davantage et un étendard européen

dans un pays qui ne l'est qu'à moitié. Il importe donc d'éviter l'erreur d'interprétation qui serait de dire que le pays a basculé vers le libéralisme, l'optimisme et l'europhisme dans une élection qui était une élection à un tour et où Emmanuel Macron n'a rassemblé malgré tout, au total, qu'un peu moins d'un quart des électeurs qui se sont déplacés.

*M. G.* – C'est le point, justement, sur lequel je voudrais insister. Étant donné les caractéristiques très particulières de cette élection déterminée dès le premier tour, l'effet majoritaire dont a bénéficié Emmanuel Macron est en partie trompeur. Et s'il ne pouvait que l'emporter, dans tous les cas, il faut lui accorder d'avoir très bien joué sa partition dans ce débat avec Marine Le Pen, qui a été décisif. Mais l'effet étonnant de l'élection est d'effacer ce qui s'est passé avant. Comme si la symbolique du renouveau ou de la renaissance que produit le rituel démocratique abolissait les partages et les contradictions qui se sont manifestés pendant le processus électoral. Cette amnésie qui accompagne et renforce l'incontestabilité du résultat est ce qu'on appelle habituellement « l'état de grâce ». Mais elle est très temporaire. La mise en lumière de la polyfracture française dont la campagne a été l'occasion n'est que momentanément mise entre parenthèses. Les sources de ces divisions n'ont pas disparu par enchantement. Elles vont tôt ou tard ressurgir. Le pays a élu, contre toute attente, un Président jeune, optimiste, libéral, européen. Mais dans ses profondeurs il est loin d'être gagné à ces convictions qui occupent le devant de la scène par la magie du rituel politique. Les conditions de la défaite de Marine Le Pen et sa performance calamiteuse ont fait oublier qu'elle a réussi d'une certaine façon à imposer sa grille de lecture : « mondialistes » contre « patriotes ». Le héros Macron n'a pas tué l'hydre populiste,

comme il y a des commentateurs assez candides pour le croire. Il lui a juste coupé quelques têtes qui vont vite repousser. Au-delà de l'unanimité en trompe l'œil des lendemains de victoire, il va retrouver sur sa route des clivages profondément inscrits dans la réalité sociale, politique, idéologique française. Ce qu'il faut se demander, c'est si l'étrécissement de sa base réelle lui permettra de les dépasser.

*Le Débat.* – Avant de passer à la suite, revenons quand même sur le deuxième tour.

*G. F.* – Pour mesurer la profondeur des changements, il est éclairant de commencer par comparer 2002 à 2017, l'entre-deux-tours de 2002 et l'entre-deux-tours de 2017. En 2002, le deuxième tour a été sans campagne, sans enjeu et sans effet. Jacques Chirac a gagné, on s'est retrouvé exactement dans la situation antérieure.

En 2017, le deuxième tour s'est déroulé avec une campagne presque normale. Cela a été vrai sur le terrain, notamment avec l'affrontement à Whirlpool qui a été symboliquement très important, et à la télévision, avec le débat sur lequel on va revenir.

En 2017, le deuxième tour a eu un enjeu dont il faut se souvenir : pendant des mois, le monde entier regardait la France en se demandant si Marine Le Pen allait être élue présidente de la République.

En 2017, le deuxième tour a eu des effets puissants pour Emmanuel Macron, pour Marine Le Pen et pour l'ensemble du système politique.

La différence entre les deux seconds tours a donc été absolument considérable.

Quant aux résultats, il y a vraiment deux manières totalement orthogonales de les interpréter pour Marine Le Pen. On peut dire que c'est une étape dans une irrésistible conquête du pouvoir ; après un enracinement pendant tout le quinquennat, elle est au second tour, elle

Gilles Finchelstein,  
 Marcel Gauchet  
 Une étrange victoire

progressive et elle obtient pour la première fois dix millions de voix. Voilà l'interprétation pessimiste – ou optimiste – pour Marine Le Pen. Il y en a une autre, c'est que ce second tour marque un retournement, le moment qui pourrait constituer le point d'inflexion parce que la défaite a été non seulement d'ampleur mais, plus que cela, cruelle, en pulvérisant le mythe du chef qui est si important en France et particulièrement important à l'extrême droite. Ce mythe-là s'est effondré pendant un débat où Marine Le Pen a montré à la fois l'absence de stature présidentielle, l'absence de capacité argumentative, l'absence de professionnalisme. On peut même légitimement se demander si, depuis des années, Marine Le Pen n'a pas été surestimée. Ce faisant, non seulement ses soutiens mais même ses électeurs ont éprouvé un sentiment de honte. J'ajoute que cette désillusion pour le Front national intervient au moment précis où, pour la première fois, dans d'autres pays les forces populistes qui étaient en expansion connaissent, elles aussi, des revers. Ça a été vrai au Royaume-Uni avec les élections législatives et l'échec cuisant de l'UKIP. C'est vrai en Allemagne où l'afd, après avoir beaucoup progressé, marque le pas. Ça a été vrai en Italie avec le mouvement Cinq Étoiles dans les élections locales. Voici donc l'une des interrogations du moment : est-ce une étape ou est-ce un retournement ? Quoi qu'il en soit, une des leçons que l'on peut tirer de cette élection est que Marine Le Pen n'est pas aux portes du pouvoir et qu'elle en est même encore très loin. Il y a un obstacle qui s'est révélé de manière crue dans l'entre-deux-tours qui est la question de l'euro, dont l'abandon tardif est venu déstructurer tout ce que le projet pouvait donner d'illusion de cohérence. Il y a l'obstacle du parti lui-même, que les Français assimilent encore massivement à l'extrême droite et qui explique

que le Front républicain, même s'il a été plus dégradé qu'il ne l'était en 2002, a relativement fonctionné. Et puis il y a, et ce n'est pas l'élément le moins déterminant, la personnalité même de la candidate.

*M. G.* – De deux choses l'une : ou bien Marine Le Pen a commis une erreur circonstancielle, ou bien elle a révélé les limites de ses capacités. Car la protestation est une chose, la capacité de gouverner en est une autre. Il est facile de s'élever contre les maux qui frappent la population, il est difficile de leur apporter des remèdes plausibles. Nous avons assisté en direct à une crise de la démagogie au moment fatal. Il y a lieu de se poser des questions sur l'avenir de Marine Le Pen en tant que leader du Front national. Il n'est pas évident qu'elle reste en position incontestée à l'intérieur de son propre parti tellement le choc du dévoilement de ses carences a été violent pour son électorat même.

Beaucoup de gens reprochaient à Emmanuel Macron d'avoir accepté le principe de ce débat, par opposition à Jacques Chirac qui, en 2002, l'avait refusé. Après coup, on ne peut que lui donner raison car son ouverture à la discussion s'est montrée beaucoup plus efficace que le mépris de Jacques Chirac. Sans ce débat, Marine Le Pen aurait probablement réalisé un score beaucoup plus élevé. Comme quoi les procédures démocratiques ont des pouvoirs que l'on ne souligne pas assez.

Lors de ce second tour, les Français se retrouvaient en fait devant deux sauts possibles dans l'inconnu. Même si la campagne avait permis de mieux situer le profil d'Emmanuel Macron et son orientation – le contraste avec Marine Le Pen achevant de rendre le choix très clair –, la majorité des Français ne savait pas vraiment qui était Emmanuel Macron, en dehors de son image de jeune homme brillant sous tous

les rapports, mais sans expérience, sans étiquette politique nettement définie, sans parti puissant derrière lui. Un saut dans l'inconnu, donc, malgré tout. Sauf qu'il y avait, d'un côté, un saut dans l'inconnu inquiétant, et même angoissant, ne serait-ce qu'en raison du contraste entre les ambitions du programme et le défaut de compétences pour le réaliser, sans parler des risques de graves troubles civils. Et puis il y avait, de l'autre côté, un saut dans l'inconnu en somme tranquille et à risques contrôlés. Il y a eu, de la part du corps électoral, une sorte de pari de type pascalien en faveur de Macron : au pire, ce sera pareil, donc il y a une chance d'y gagner. Macron, c'est l'aventure, mais une aventure qui ne fait pas peur, par rapport à une aventure qui s'annonçait comme assez terrifiante.

*G. F.* – Oui, enfin quitte à sauter dans l'inconnu, on préfère quand même sauter du premier étage que du douzième ! Je crois que l'entre-deux-tours a eu cet effet négatif pour Marine Le Pen mais il a eu aussi, presque symétriquement, un effet positif pour Emmanuel Macron. Le début de l'entre-deux-tours a été mauvais. Il a raté la soirée du premier tour. Il a raté le lendemain en n'étant pas, si je puis dire, en marche. Mais il y a eu ces deux moments que j'évoquais. Whirlpool, où il a montré sa détermination, son engagement, sa sincérité. Le débat où il a montré son sang-froid. Traditionnellement, on dit qu'un débat d'entre-deux-tours ne change rien. En l'espèce, il a changé beaucoup. Il a eu un effet d'amplification électorale. Il a eu un effet de légitimation symbolique : Macron est devenu président de la République au soir de ce débat. Et avec quand même, pour clore ce second tour, une victoire éclatante pas seulement parce qu'il obtient 66 % mais parce qu'il l'emporte dans toutes les catégories d'âge, dans toutes les catégories socioprofessionnelles – à la

seule exception des ouvriers où il est à peu près à égalité avec Marine Le Pen – et dans tous les départements – à l'exception seulement de deux d'entre eux. Donc c'est vraiment une victoire massive, avec une soirée électorale pour le coup réussie où il devient complètement et immédiatement président de la République dans la majesté du Louvre, ce qui va contribuer à l'amplification de la suite.

*M. G.* – En ce sens-là, nous avons eu un second tour très V<sup>e</sup> République telle que son fondateur l'avait rêvée. La capacité fédératrice de l'élection présidentielle a fonctionné à plein, c'est indiscutable, et ce rassemblement laissera des traces, quoi qu'il arrive.

Les législatives n'ont fait qu'amplifier encore ce succès, d'une manière surprenante, à vrai dire. Il est tentant après coup de gommer la surprise au nom de la logique de la V<sup>e</sup> République qui veut que les citoyens ratifient le choix de la présidentielle. Mais rien n'était acquis d'avance, en réalité, étant donné la particularité des circonstances. Beaucoup d'observateurs inclinaient d'ailleurs à croire qu'il y aurait un choc en retour, un effet de rééquilibrage, du fait de la faiblesse du tout jeune parti d'Emmanuel Macron, sans enracinement sur le territoire, dans les circonscriptions où l'élection se joue. Or c'est là que la vraie vague a eu lieu. La vraie adhésion populaire s'est exprimée à l'occasion du premier tour des législatives, bien plus que lors du second tour de l'élection présidentielle, qui était plié d'avance. Mais avec l'ombre d'une abstention massive qui fait toute l'ambiguïté de la majorité sur laquelle Macron peut s'appuyer. Elle est sans contradicteurs, mais sa représentativité est incertaine.

*G. F.* – Marcel Gauchet a raison, au lendemain de l'élection présidentielle, tous les scénarios sont possibles. La cohabitation, modèle

Gilles Finchelstein,  
 Marcel Gauchet  
 Une étrange victoire

1986 ou 1993, à ceci près qu'on est dans la foulée de l'élection présidentielle, ce qui n'est quand même pas le moindre changement. Une majorité absolue, de type 1981 ou 2012. Ou une majorité relative, de type 1988, avec derrière soit un gouvernement minoritaire et des majorités d'idée, soit une coalition.

Mais si tous les scénarios sont possibles, le baroque accouche pourtant du classique. On se retrouve avec une majorité absolue et une amplification qui aboutit à ce que 24 % au premier tour de l'élection présidentielle débouchent sur 60 % des sièges à l'Assemblée nationale. La promesse du renouvellement est tenue : 75 % des députés qui ne l'étaient pas dans la mandature précédente, une Assemblée rajeunie, avec une moyenne d'âge qu'on n'a jamais connue sous la V<sup>e</sup> République, et féminisée comme on ne l'a jamais connue aussi. Avec un mandat politique renforcé au moins sur un point qui était un des sujets de cette campagne : la réforme du droit du travail.

Le baroque accouche donc du classique mais avec quand même deux nuances qu'il faut garder en tête. La première est celle de la participation. On a toujours un phénomène d'abstention supplémentaire dans les élections législatives qui suivent les élections présidentielles, et qui s'explique principalement par une démobilisation des électeurs battus. Là, le phénomène a été plus important encore. Le niveau symbolique des 50 % a été dépassé et s'est même approché de la barre des 60 % au second tour. La deuxième nuance, c'est la correction de l'entre-deux-tours. Le raz de marée, qui était possible, s'est simplement transformé en une majorité nette comme si les Français souhaitaient qu'il y ait un parti majoritaire mais récusaient le parti unique.

M. G. – Ce qui s'est vérifié dans les élections législatives par rapport à l'élection présidentielle

proprement dite, ce n'est pas seulement le soutien à Emmanuel Macron, c'est l'extrême affaiblissement des partis de gouvernement en place. Ils continuaient de faire illusion. Ils donnaient l'impression de machines politiques toujours très puissantes qui, certes, souffraient d'un problème de *leadership* au sommet mais qui conservaient à la base un personnel extrêmement enraciné, de vrais professionnels notabilisés, forts de leurs réseaux de clientèle, disposant du contrôle d'exécutifs locaux en grand nombre. De quoi résister au niveau des élections législatives. Il n'en a rien été, et à un degré stupéfiant. Que Macron obtienne une majorité, c'est une chose, qu'il l'obtienne grâce à une déroute à ce point sans appel des deux grands partis de gouvernement et de leur personnel sur les territoires, c'en est une autre. Ce reflux a mis en évidence d'un seul coup une dégradation de leur image dont l'ampleur n'apparaissait pas jusque-là.

On mesure ce discrédit des représentants de la droite et de la gauche traditionnelles quand on pense qu'il a suffi à des gens dont personne n'avait jamais entendu parler de débarquer dans une circonscription en collant le portrait d'Emmanuel Macron sur leur affiche pour gagner l'élection. Pareil phénomène n'a rien à voir avec le gaullisme de 1958, en dépit du parallèle souvent allégué. Les compagnons et partisans du général de Gaulle de l'époque n'étaient pas des nouveaux venus, il s'en faut de beaucoup. Ils étaient portés par un passé proche omniprésent. Ici, c'est un personnel en grande partie surgi de nulle part qui a réussi à capter le suffrage sur la seule base de la référence à son leader.

Cette première remarque conduit à une seconde. Il nous manque un élément crucial pour expliquer ce fait, à savoir une connaissance un tant soit peu précise du mouvement En

Marche ! lui-même, indépendamment de Macron. Celui-ci a capté toute la lumière, comme l'élection présidentielle le veut, mais derrière lui il y a ce mouvement sans lequel il n'aurait pas été loin et qui représente quelque chose de parfaitement original dans l'histoire politique française. En pleine crise du politique, de désertion des partis, de fin des militants, nous avons vu surgir à toute vitesse une mobilisation enthousiaste, d'une sociologie inhabituelle, sur laquelle on aimerait en savoir plus. Le peu qu'on en sait laisse deviner une population à dominante jeune (mais très mélangée), diplômée, bien intégrée, optimiste sur son avenir et sur les possibilités d'avenir du pays. Une population de gens néophytes en politique, pour lesquels l'engagement était en général une nouveauté complète, mais qui ont mis dans cette implication une flamme d'une efficacité redoutable sur le terrain. C'est un phénomène de première grandeur, dont il faut constater, hélas, qu'il a totalement échappé aux observateurs patentés. Les mêmes qui nous ont bassinés durant des semaines avec les promesses grandioses de Nuit Debout, disparu sans laisser de traces, n'ont pas vu passer un mouvement qui a touché des centaines de milliers de gens dans tout le pays et renouvelé de fond en comble le champ politique français.

La question, maintenant, est de savoir si cet élan est susceptible de se prolonger et de se stabiliser sous une forme organisée. Sera-ce un feu de paille vite destiné à s'éteindre, un soulèvement électoral sans lendemain ? Ou bien cette mobilisation d'un nouveau style va-t-elle déboucher sur l'émergence d'une force politique d'un type inédit appelée à durablement s'inscrire dans le paysage politique français ? La réponse à cette question est d'une importance décisive pour l'avenir du macronisme, si tant est qu'on puisse employer ce mot. Ce ne sera pas la même chose

s'il a simplement une majorité à l'Assemblée mais en fait rien derrière comme relais dans le pays, ou si En Marche ! devient une structure capable de retenir ces militants improbables que la candidature Macron a amenés en politique et d'en attirer d'autres, en créant un mouvement d'un genre nouveau sur le territoire. Car il est exclu, dans tous les cas, que ces convertis de fraîche date, jusque-là réfractaires à l'action politique, acceptent une vie de parti classique.

*G. F.* – En Marche ! était un mouvement et va devenir un parti. 350 000 militants, même si l'adhésion est gratuite, c'est absolument considérable par rapport à ce qu'est l'histoire des partis dans notre pays. Et il a réussi cette mobilisation, en commençant par une étape d'analyse qui était d'abord pour les militants une préparation à la campagne de porte-à-porte mais de laquelle ressortait un élément intéressant. Ce qui m'avait frappé, en effet, dans la restitution de cette « longue marche », pour utiliser la formule macronienne, c'est qu'à la question : « Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans notre pays ? », la réponse qui venait en premier c'était : « Ce qui ne fonctionne pas dans notre pays, c'est la politique. » Ce qui renvoie à ce que je disais tout à l'heure.

Ces militants, formés dans cette première mobilisation d'analyse, ont été utilisés ensuite beaucoup plus efficacement que par les autres partis dans la campagne elle-même. Et cette mobilisation de terrain a été un des éléments qui expliquent aussi le succès d'Emmanuel Macron. La double singularité de ce mouvement naissant, c'est qu'il était beaucoup plus horizontal, avec une autonomie d'organisation locale considérable, et en même temps beaucoup plus vertical, puisque la désignation des candidats à la députation était faite par une commission d'une dizaine de membres. Ce mouvement très

Gilles Finchelstein,  
 Marcel Gauchet  
 Une étrange victoire

singulier va se transformer en un parti. L'enjeu va être de le structurer sans le banaliser. Et là on est, évidemment, devant une grande interrogation pour l'avenir.

*Le Débat.* – Cela nous amène au problème de l'abstention. Le macronisme a déclenché, d'un côté, une séduction personnelle et optimiste sur l'avenir mais, d'un autre côté, on se trouve devant une France de l'abstention, réfractaire, pour qui, au contraire, Macron est un personnage auquel beaucoup de gens sont allergiques. Ce qui laisse face à face en quelque sorte deux France : d'un côté, celle du silence et de la colère à beaucoup d'égards, en tous les cas de l'insatisfaction et de la revendication, et, de l'autre côté, une France prête à quelque chose.

*M. G.* – Ce n'est pas seulement à Macron que certains sont allergiques, s'ils s'abstiennent c'est qu'ils sont allergiques à tout le monde. S'il y a un public pour lequel Macron représente le renouvellement de la politique, il y en a un autre pour qui c'est un politicien comme les autres, un bonimenteur circonstancié plus habile mais qui, pour finir, rentre dans la même catégorie. Pour ce public-là, ce qui ne marche pas, effectivement, c'est la politique, mais Macron n'est pas la solution. De ce point de vue-là, il y a un réservoir protestataire considérable dans le pays. Il est silencieux dans la phase actuelle, mais il risque de devenir explosif si Macron ne réussissait pas (avec l'incertitude sur ce que veut dire « réussir » dans son cas). Macron, candidat fédérateur, est un candidat de la dernière chance par rapport au système politique français. On ne voit pas, au-delà du type de renouvellement qu'il a opéré, la possibilité d'un renouvellement du renouvellement. Il y a ceux qui y croient et ceux qui n'y croient pas. Cela découpe deux France qui se font face, étant entendu qu'elles sont par ailleurs très divisées l'une et l'autre. Bref, nous

sommes dans une situation instable sous couvert d'un unanimisme de surface créé par le jeu institutionnel.

*G. F.* – La difficulté avec l'abstention, c'est qu'elle recouvre des motivations qui sont extraordinairement diverses – au-delà même des abstentionnistes traditionnels dont le nombre a quand même crû d'année en année de manière importante. Dans les élections législatives elles-mêmes, il y a deux types d'abstention très différents. Il y a une partie des électeurs des candidats qui ont été battus qui s'abstiennent par une démobilisation qui est aussi une forme de résignation : « On a perdu, qu'ils gouvernent. » C'est ce que l'on a entendu pendant toute la campagne : « Maintenant il faut que ça marche et donc il faut qu'il ait une majorité. » Et puis il y a une autre forme d'abstention, qui est une forme de colère, l'idée que derrière l'échec dans les urnes il peut y avoir la revanche dans la rue.

*M. G.* – Ce qui fait qu'il va y avoir une bataille pour la conquête des abstentionnistes. C'est un grand défi pour l'ensemble des forces politiques, à commencer par En Marche!. Mélenchon et sa France insoumise se croient naturellement les mieux désignés pour exploiter ce qu'ils pensent être un potentiel de contestation ou de révolte. L'analyse sous-estime, à mon sens, cette fracture entre ceux qui continuent de croire à la politique et ceux qui n'y croient plus du tout. Il y a une partie notable de la population dans ce pays qui est passée en dehors de la conviction qu'on pouvait quelque chose par la politique.

*G. F.* – Oui, c'est pour ça qu'il n'y a pas quatre France qui se sont dessinées au premier tour, mais sans doute est-il plus juste de dire qu'il y en a cinq. À partir de là, on peut essayer de caractériser l'état de notre démocratie au terme de cette longue séquence électorale, en

faisant un parallèle avec les différents états de la matière que l'on apprend au collège. On a eu, à la fin des années 1970, au début des années 1980, une démocratie à l'état solide. Elle avait une forme lisible pour les citoyens autour du clivage gauche-droite. Le comportement électoral était largement prévisible. La mobilité électorale se réduisait au fur et à mesure que l'on se rapprochait du scrutin – c'était la fameuse « cristallisation » qui intervenait au mois de janvier ou au mois de février. Au tournant des années 2000, on est passé à une démocratie à l'état liquide. Le clivage gauche-droite a été relativisé et concurrencé par d'autres clivages. Les deux camps sont devenus trois pôles avec l'émergence du Front national. La mobilité électorale a augmenté. En 2012, elle était élevée et surtout linéaire, c'est-à-dire qu'elle était aussi forte à la fin qu'au début de la campagne. En 2017, nous sommes entrés dans ce que je propose d'appeler « la démocratie à l'état gazeux », une démocratie qui a trois propriétés. En premier lieu, elle est informe. On l'a beaucoup évoqué. Ce sont non plus deux camps, non plus trois pôles, mais quatre, voire cinq France, qui se dessinent, avec une grande difficulté à donner de la lisibilité aux citoyens sur ces clivages qui s'entrecroisent. En deuxième lieu, elle est instable. La mobilité électorale croît au fur et à mesure que l'on s'approche du scrutin. C'est le phénomène le plus nouveau. Un chiffre est absolument fascinant : à partir du moment où l'offre électorale s'est fixée, c'est-à-dire très tard, à la fin du mois de janvier, dans les cent jours de la campagne, plus de 60 % des électeurs ont changé soit d'intention de vote, soit d'intention de voter, c'est-à-dire sont passés du vote à l'abstention ou le contraire. Et la progression de la participation qu'on a vue à la fin en a été une des illustrations. En troisième lieu, la démocratie à l'état gazeux est explosive. Non seulement le

poids du Front national et le poids des forces populistes en général a augmenté, mais l'idée même du compromis, qui est au cœur de la démocratie, a perdu beaucoup de terrain. Le mot est dévalorisé. La chose est de plus en plus difficile à pratiquer. Et, pis encore, on a vu dans cette campagne l'émergence ou la réémergence d'une forme de violence que l'on n'avait pas vue depuis longtemps : violence des mots, violence des actes à l'encontre des responsables politiques, à l'encontre des journalistes. C'est aussi cette France-là qui sort de la campagne avec, pour une partie, l'envie de croire que ça peut marcher et, pour une autre partie, une crispation qui reste forte.

*M. G.* – Cette élection permet en effet de se faire une idée de l'évolution de la démocratie dans le pays. Mais cette évolution est paradoxale. Elle est au moins double.

D'un côté, l'élection d'Emmanuel Macron témoigne d'une pénétration de l'esprit démocratique dans la masse des citoyens. Il a gagné au centre précisément grâce à la relativisation des clivages d'une démocratie de guerre civile froide où la droite rêvait de la disparition de la gauche et où la gauche aspirait à l'éradication de la droite et où, en attendant, chaque camp entendait appliquer sa politique sans la moindre concession au camp adverse. Chacun a compris, à droite et à gauche, qu'il était vain d'espérer venir à bout de cette contradiction et qu'il fallait s'accommoder de la présence de l'autre camp. Mieux, chacun en est à admettre qu'il y a une légitimité à cette division des esprits et qu'elle est porteuse de sens. Ce qui permet d'assumer la réalité du fonctionnement démocratique, qui est le compromis entre ces orientations antagonistes. C'était le secret de polichinelle de nos gouvernants, ils faisaient des compromis, mais ils ne pouvaient surtout pas le dire. Macron,

Gilles Finchelstein,  
 Marcel Gauchet  
 Une étrange victoire

habile en communication, évite, lui aussi, ce mot de « compromis » qui sent le renfermé, le vieillot, la motion nègre-blanc des congrès rad-socs, mais il utilise sa fameuse formule « en même temps » qui revient exactement au même. Il a l'habileté de ne pas dire que le clivage gauche-droite n'existe plus. Il propose de le dépasser pour le rendre constructif au lieu qu'il fonctionne comme le facteur d'obstruction systématique et de blocage qu'il était dans le système politique antérieur. Il s'adresse à un électorat pour lequel la coexistence de la gauche et de la droite est naturelle. Il ne s'agit plus de familles qui ne se fréquentent pas. Il y a des gens de droite, il y a des gens de gauche qui sont voués à vivre ensemble, ça restera comme ça et le problème est donc de tirer quelque chose de ce clivage.

Macron est le pur produit de ce changement d'état d'esprit. Il l'a saisi, explicité et son succès est de lui avoir donné droit de cité. C'est grâce à ce levier qu'il a ringardisé d'un seul coup les sectarismes fossiles de ses adversaires. Ce sera l'acquis irréversible de son élection.

Mais ce versant ne doit pas faire oublier qu'il y en a un autre. Cette tendance « centriste » cohabite, de l'autre côté, avec une tendance « extrémiste ». L'accord sur le désaccord, d'un côté, l'intransigeance identitaire de l'autre. Ce goût renouvelé de la radicalité s'enracine, lui aussi, dans l'évolution de nos sociétés. Il est le fruit des avancées de l'individualisation et du type de personnalité qu'elles tendent à promouvoir, type de personnalité qui trouve de surcroît dans les réseaux numériques son instrument d'expression et sa sphère d'épanouissement. De ce côté-là, l'opposition est de principe, la véhémence est la norme et l'affirmation inconditionnelle d'identités ou de « valeurs » l'horizon existentiel. Cela détermine une radicalité plus posturale que

doctrinale, mais d'autant plus virulente dans la forme, souvent, qu'elle est floue sur le fond. Sa limite est de mal se prêter à une organisation stable. Des rassemblements d'individus jaloux de leur indépendance protestataire ne forment pas une base solide pour un mouvement politique. Mais c'est une sensibilité qui colore puissamment les attitudes politiques, avec des degrés d'intensité variable, tant à droite qu'à gauche, y compris dans ce qui reste du peuple militant des partis de gouvernement. À droite, elle pousse vers le rapprochement avec l'extrême droite ; à gauche, elle tire le Parti socialiste vers une gauche morale elle-même fortement sous l'influence de la gauche radicale. Elle rend très problématique, autrement dit, leur reconstruction comme les formations susceptibles de disputer la capacité gouvernementale à la force centrale désormais incarnée par En Marche !.

Les deux tendances sont à l'œuvre simultanément dans la société française. C'est une des raisons de la volatilité de l'électorat, de son flottement par rapport à un système de choix politiques bien arrêtés. Une tendance pousse vers la recherche du consensus gouvernemental, une autre tendance pousse vers un dissensus protestataire, plus « expressionniste », si j'ose dire, que programmatique, mais capable de constituer une force d'empêchement considérable. Cela ne peut que se traduire dans une difficulté nouvelle à gouverner. En dépit des prérogatives dont dispose en France un président de la République et en dépit du mandat clair dont Emmanuel Macron peut se réclamer, sa prise effective sur la société est très limitée. C'est la grande incertitude du quinquennat qui s'ouvre. La maîtrise du théâtre institutionnel ne suffira pas à faire accepter des décisions lourdes de conséquences à un pays partagé et insaisissable.

G. F. – Juste un mot très court pour terminer. On peut avoir légitimement une forme d'inquiétude face à la radicalisation et à l'irruption de la violence. Et, d'un autre côté, de l'espoir lié à la résilience de cette société et de ce pays qui, proches de la catastrophe, ont su se ressaisir. Aujourd'hui, y compris une partie de ceux qui n'ont pas voté pour Emmanuel Macron, se disent : « Il faut que ça marche. » En pensant à cette situation, je me remémorais, ce n'est pas l'auteur le plus cité dans *Le Débat*, une chanson de Vanessa Paradis dont le refrain est : « Parfois on regarde les choses telles qu'elles sont en se demandant pourquoi, parfois on les regarde telles qu'elles pourraient être en se disant pourquoi pas. » Et je crois que c'est un peu l'état d'esprit des Français en ce début d'été : pourquoi pas ?

*Entretien réalisé le 26 juin 2017.*

#### POST-SCRIPTUM

*Le Débat.* – Cet entretien a été réalisé dans la foulée de l'élection d'Emmanuel Macron. Le recul de quelques semaines a suffi pour modifier le climat public. Après un début prometteur, le doute s'est déjà installé sur la capacité de la nouvelle équipe à réaliser ses objectifs. Comment comprenez-vous ce retournement ?

G. F. – Il serait hasardeux de s'essayer à dresser le bilan des cent premiers jours – sauf à cultiver, ce qui n'est pas mon cas, le mythe de la réforme en cent jours. Il n'empêche que les « effets de commencement » sont importants – les premières impressions de l'opinion sont souvent durables – et surtout significatives – les défis qui doivent être relevés apparaissent plus nettement.

Il y a, d'un côté, ce qui relève plus

spécifiquement d'Emmanuel Macron. Il a réussi, presque naturellement, à incarner une certaine conception de la fonction présidentielle. Il a imprimé un style classique – gravité du ton, lenteur du débit et du pas, primat de l'autorité, du régalién et du mémoriel – qui correspond à la manière dont les Français se représentent le président de la République. Mais il y a ajouté une touche contemporaine, faite de simplicité, de spontanéité et d'immédiateté, dans une écriture très adaptée aux réseaux sociaux. Au-delà de ce style, qui n'est pas sans rappeler celui de Barack Obama, il tente de redéfinir le rôle du président de la République. C'est ainsi que l'on peut comprendre la séquence fondatrice du discours du congrès de Versailles et, le lendemain, de la déclaration de politique générale du Premier ministre. À l'un le sens, à l'autre les outils. À l'un le pourquoi, à l'autre le comment. À l'un l'international, l'Europe et les institutions, à l'autre l'économie, l'éducation et le social. La référence, de ce point de vue, se trouve plutôt du côté du général de Gaulle, c'est-à-dire d'un président « en charge de l'essentiel » – à ceci près que l'on est à l'heure du quinquennat et de Twitter. Si d'aventure cette répartition des rôles entre les deux têtes de l'exécutif ne fonctionnait pas, la conclusion qu'il faudrait alors en tirer est que nos institutions sont définitivement à bout de souffle, mais tout cela est pensé et bien pensé.

Il y a, d'un autre côté, les défis qui relèvent plus largement de la majorité présidentielle et parlementaire, dont on mesure mieux l'acuité à l'épreuve de l'action. Le premier défi porte sur l'efficacité. Emmanuel Macron a bénéficié, dès sa nomination à Bercy, d'une présomption de compétence – le passé de banquier est aussi un atout ! Aujourd'hui, au-delà de ce que je viens d'évoquer – l'efficacité institutionnelle –, se pose la question de la capacité politique. Cela ne

Gilles Finchelstein,  
 Marcel Gauchet  
 Une étrange victoire

signifie pas qu'il soit indispensable d'être tombé tout petit dans la marmite politique pour en maîtriser les recettes. Mais cela veut dire que la compétence technique n'est pas nécessairement synonyme de compétence politique. Les débuts de la législature le confirment. C'était sans doute inévitable. Cela ne peut pas être durable. Le deuxième défi porte sur la justice : la diminution des aides publiques au logement peut être un révélateur – précisément parce qu'il s'agit d'une mesure essentiellement symbolique et quel que soit le jugement que l'on peut porter sur ce dispositif et ses effets pervers. La fin de la campagne comme le début de l'action soulèvent en effet la même question : le macronisme penche-t-il à droite ou est-il porteur d'émancipation pour chacun – quitte à privilégier, à rebours de la gauche traditionnelle, l'égalité des chances, des accès et des opportunités sur la redistribution fiscale ? Le troisième défi porte sur l'ambition. Au-delà des réformes dont on a annoncé le report, l'inflexion ou l'amodiation – je pense à la retenue à la source, aux rythmes scolaires ou au compte pénibilité –, le risque qui apparaît est de faire du vieux avec du neuf, d'être dans la répétition plus que dans l'innovation, bref, d'être dans un conservatisme technocratique très classique. Et, là encore, l'affaire des APL est intéressante : on commence par annoncer un coup de rabot – c'est le conservatisme technocratique classique – pour finir par annoncer une salutaire réforme en profondeur de la politique du logement ! En définitive, de la manière dont ces trois défis vont être relevés dépend un enjeu bien plus fondamental : notre rapport à la modernité. Nous l'avons évoqué : la cause de l'élection d'Emmanuel Macron ne se trouve pas dans un virage des Français vers l'ouverture, l'optimisme et le libéralisme – ce serait presque paradoxalement le contraire, la radicalisation des deux

camps traditionnels ouvrant un espace central. La question maintenant est de savoir si son action aura pour conséquence ce virage.

*M. G.* – La prudence est en effet de mise. Il est évidemment trop tôt pour savoir si nous avons affaire à un clapot conjoncturel ou au départ d'une vague de fond. Il n'empêche que la rapidité du retournement de tendance est saisissante. Les débuts du nouveau Président ont été éclatants. Réactivation de la symbolique présidentielle abîmée par ses prédécesseurs, réaffirmation de la place de la France dans le concert international, fermeté de l'impulsion politique dans la formation du gouvernement. On a eu l'impression que l'élan était pris, que l'incertitude créée par le niveau de l'abstention lors de la présidentielle et plus encore des législatives allait vite se dissiper. Et puis la belle machine s'est enrayée. L'enlisement routinier a rattrapé et dévoré la promesse de renouvellement, sur tous les fronts.

Le couac majeur, de ce point de vue, a été, bien sûr, le retour du « rabot de Bercy », avec ses prévisibles dégâts collatéraux, le principal étant l'amputation des crédits militaires et le départ du chef d'état-major des Armées. On s'interroge à ce propos sur le simple bon sens de gens qui se veulent des champions de la communication ! Comme signal désastreux, il était difficile de trouver pire que ce retour à la bonne vieille méthode du rabot, emblème de l'impuissance publique aux effets pervers identifiés de tous. On pourra dire, si les choses tournent mal, qu'Emmanuel Macron aura inauguré son règne en se sacrifiant héroïquement sur l'autel du fétichisme des 3 %, notre nouvelle divinité politique. En plus de brouiller l'image de ses priorités politiques, il a coché toutes les cases de la maladresse. Il s'est renié par rapport à l'image du Président qui assume la dimension militaire de

la fonction qu'il avait tenu à afficher. Et cerise sur le gâteau, un accès d'autoritarisme puéril lui a fait oublier que seuls sont «chefs» ceux qui n'ont pas besoin de dire qu'ils le sont!

De manière générale, le style de sa présidence est déconcertant, par rapport aux intentions qu'il avait revendiquées, sans qu'on puisse encore en mesurer les conséquences. En fait de présidence «jupitérienne», aux manifestations décisives et rares, nous avons une archiprésidence, où seule la voix de l'Olympe est audible, mais où, de ce fait, elle est contrainte de se multiplier. L'archiprésidence tourne à l'omniprésidence bavarde, obligée de montrer, politique de la reconnaissance aidant, qu'aucune cause ne lui est étrangère. Cela fait ressortir l'absence de relais politique dans le pays qui pourrait se révéler dans la durée un grand handicap pour la présidence d'Emmanuel Macron. En Marche! a été un mouvement électoral remarquablement efficace, mais il n'a pas, pour le moment, de présence et de voix significatives dans l'espace public. Beaucoup va dépendre par la suite de sa mue, ou non, en une force politique capable de porter et d'alimenter l'action gouvernementale, qui, pour l'instant, se déploie dans un vide que remplit seule la parole présidentielle.

Mais le plus préoccupant, au total, dans ce commencement incertain, me semble être le coup pour rien que constitue la loi de moralisation de la vie politique. Passons sur l'amateurisme reproché aux parlementaires débutants de la République en marche. Il est normal, passager et de peu de conséquence. En revanche, ce qui fait question c'est le contenu de ce premier texte émané du gouvernement qui devait symboliser le renouvellement et jeter les bases du rétablissement de la confiance entre les citoyens et le personnel politique. C'est raté. Ce n'est pas que tout soit mauvais dans le texte. Il comporte nombre

de mesures pertinentes, à côté d'autres aberrantes, mais globalement il n'est pas à la hauteur du sujet. Il témoigne même d'une absence de réflexion inquiétante sur le sujet. À l'instar de tant d'autres lois de ces dernières années, il se présente comme dicté par l'agenda médiatique et très précisément, en la circonstance, comme une réponse à l'affaire Fillon. Comme si le problème se réduisait au statut du personnel parlementaire, mal compris, de surcroît! Comme si le problème des conflits d'intérêts ne concernait pas l'ensemble des exécutifs! Comme si le problème n'était pas celui de l'usage de l'argent public, en général, et celui des conditions d'accès aux emplois publics en général (nominations, pantouflage, etc.)! En dépit de ses aspects positifs, cette loi ne changera rien à la défiance ancrée dans l'opinion, en particulier dans l'opinion de la France qui va mal et qui n'attend plus rien de la politique. C'est la limite actuelle du macronisme : il parle à la France qui va bien, mais il n'a pas grand-chose à dire à l'autre. C'est sur elle qu'il va buter, sans un sérieux redressement de la barre.

*Le Débat.* – N'oublions pas, pour finir, les vaincus de l'affaire, qui représentaient auparavant les deux piliers du système gouvernemental. Quel avenir leur voyez-vous?

*G. F.* – Les crises que doivent affronter les deux grands partis historiques de la V<sup>e</sup> République sont très largement analogues. Elles viennent de loin mais se sont révélées par une élimination au premier tour de l'élection présidentielle qui, au-delà de ses conséquences parlementaires et financières, a fait perdre aux Républicains comme aux socialistes leur centralité. L'un comme l'autre se trouvent désormais confrontés à un dilemme stratégique, pris en étau entre un centre et des ailes qui veulent les éliminer. Ce faisant, l'un comme l'autre voient

Gilles Finchelstein,  
 Marcel Gauchet  
 Une étrange victoire

leur unité même ébranlée – la création des Constructifs ou les départs simultanés de Manuel Valls et de Benoît Hamon en constituant les symboles. L'un comme l'autre doivent enfin reconstituer leur *leadership*, leur organisation, leur projet et leur électorat – ce n'est pas rien ! Pour autant, ces parallèles, aussi justes soient-ils, ne doivent pas masquer que la crise du Parti socialiste est bien plus aiguë encore – et pas seulement parce qu'il est davantage affaibli par les 6% de Benoît Hamon et les vingt-neuf députés qui en sont la conséquence directe. Au-delà de tout ce que je viens d'évoquer, la principale faiblesse du Parti socialiste tient aujourd'hui dans... sa faiblesse – excusez le truisme ! Qu'est-ce que cela signifie ? Depuis Épinay jusqu'au milieu des années 1990, le Parti socialiste a réussi à agréger autour de lui des sensibilités politiques très diverses, venant à la fois de sa gauche, de sa droite et d'ailleurs : la dynamique s'entretenait d'elle-même et le mouvement centripète dominait. Depuis plus de dix ans, à l'inverse, c'est le mouvement centrifuge qui prime. Les sensibilités ne s'agrègent plus au Parti socialiste, elles s'en détachent. Cette faiblesse rend le chemin de l'autonomie escarpé. Si l'on ajoute que l'alliance avec La France insoumise serait une impasse – en contradiction avec sa culture de gouvernement comme avec son rapport à la démocratie, à l'Europe et au réel –, on mesure que la refondation du Parti socialiste va lui demander de l'imagination et de la patience ! Dans ce travail, il conserve au moins un levier déterminant : les combats qui ont marqué son histoire – la question démocratique comme la question sociale – restent d'actualité. D'une certaine manière, ils le sont même peut-être davantage aujourd'hui qu'il y a vingt ans.

Cela ne garantit pas le succès. Mais cela justifie un engagement !

M. G. – Pour le moment, on ne peut que noter l'extrême faiblesse des réponses apportées à cette déroute historique des partis dits de gouvernement, à gauche comme à droite. Visiblement, ils sont sur l'expectative, en attendant de voir, en fait, comment les choses vont tourner pour Macron et la République en marche, avec le secret espoir de voir rapidement retomber ce que beaucoup estiment être un soufflé conjoncturel. N'oublions pas que si le Parti socialiste et les Républicains ont été réduits à l'état de minorités impuissantes au sommet, ils gardent des positions fortes à la base, dans ces territoires, ce qui n'est pas rien dans la France décentralisée. Elles peuvent servir de tremplin pour la reconquête. Ce sera le grand enjeu des futures élections locales.

Dans tous les cas, les « refondations » annoncées vont être très laborieuses et prendre beaucoup de temps. Le retard des idées sur la réalité – à commencer par l'état de la société française – est considérable dans les deux camps ; les divisions idéologiques sont profondes, on l'a vu, en fonction d'une pression des extrêmes qui ne va pas se relâcher ; et les personnalités fédératrices capables de porter le travail de recomposition ne sont pas au rendez-vous, pour des raisons qui sont une partie du problème à résoudre. Il est vrai que c'est l'occasion rêvée pour ces nouvelles figures d'apparaître. Elles ne peuvent surgir que d'une nouvelle génération, qu'on n'aperçoit pas encore. Ce flottement qui s'annonce durable est la chance d'Emmanuel Macron, s'il parvient à donner véritablement consistance à son dessein d'une réconciliation par le centre capable de faire oublier des alternances stériles.